



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

94-95 | 2003
Les ONG

Commentaires obligés de Jean Copans

Jean Copans



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1915>

DOI : [10.4000/jda.1915](https://doi.org/10.4000/jda.1915)

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Jean Copans, « Commentaires obligés de Jean Copans », *Journal des anthropologues* [En ligne], 94-95 | 2003, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1915>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Journal des anthropologues

Commentaires obligés de Jean Copans

Jean Copans

NOTE DE L'AUTEUR

En réponse aux commentaires de Marc Abélès., « Réponse à Jean Copans » *Journal des anthropologues*, 94-95 : 243-247.

- 1 La rédaction du *Journal des anthropologues* m'a offert de répondre aux commentaires de Marc Abélès. A lire ces réflexions le doute m'a saisi : l'anthropologue n'a probablement pas lu le même texte que j'ai cru écrire. Si je ne mentionne ses travaux (et ceux de son équipe) qu'au milieu de l'article c'est bien parce qu'il n'est absolument pas au cœur de mon analyse contrairement à l'impression que l'on peut tirer du contenu de sa polémique. Mon texte ne fait que reprendre, dans une perspective synthétique et historique, ce que je ne cesse de répéter depuis près d'un quart de siècle à propos du découplage progressif, au sein de l'anthropologie française, notamment africaniste, des approches sociohistoriques globales (inspirées de la situation coloniale de G. Balandier) et des pratiques d'enquête microlocales de plus en plus symbolistes et pseudoculturalistes.
- 2 La question, que les organisateurs des journées « Anthropologie et politique » de 2002 m'avaient demandé de traiter, portait sur la place de la mouvance de la revue *Politique africaine* dans l'évolution contemporaine de l'anthropologie politique française. Mes qualités de cofondateur, de directeur pour un temps, il y a vingt ans, de contributeur épisodique, de membre du comité de rédaction actuel de cette revue expliquent cette sollicitation pour partie. Mais elle vient également de mon penchant manifeste, dans de nombreux écrits et dans mes orientations pédagogiques, pour la conduite d'une sociologie de la connaissance de la manière dont on a pu construire le champ du, de, des politique(s) dans les études africaines. En fait une analyse plus globale fait ressortir la désertion lente mais assez significative de l'anthropologie des terrains sociaux des

mutations pacifiques et violentes des sociétés du continent. Les géographes, les politologues, les « sociologues », pratiquent des thématiques, des terrains et des problématiques que l'anthropologue, que je suis, s'inquiète de ne plus voir abordées de manière courante par les anthropologues français. Lorsque j'évoque le Rwanda, dès la première page de mon article, je sais de quoi je parle. Le Rwanda est riche de travaux historiques, sociologiques, géographiques et politologiques mais les critiques du type de celles de Claudine Vidal sont bien insuffisantes.

- 3 Ce constat que je qualifie partiellement d'autocritique (p. 63), j'insiste sur ce terme que M. Abélès semble avoir « oublié », a été développé très longuement dans mon ouvrage, *La longue marche de la modernité africaine* dont l'un des termes du sous-titre est celui de « démocratie » (cf. bibliographie page 76). Je n'insisterai pas sur la date, 1990, de publication de cet ouvrage. Par ailleurs on peut y lire en cent pages ce qu'on a pu lire en 13 dans ces colonnes : le chapitre 2 s'intitule « Les études africaines en mouvement » (50 pages) et le chapitre 6 « De la démocratie africaine » (45 pages, dont une section de 7 pages intitulée « Pour une anthropologie politique de la démocratie ») ! Personne, pas même les anthropologues français, n'est obligé de lire mes travaux mais si l'on se lance dans une critique scientifique il faut peut-être revenir aux textes originaux et les citer.
- 4 De cette démission M. Abélès en est tout autant responsable ou innocent que moi. Et il est sûrement bien moins « coupable » que tous ceux qui ont abandonné ou oublié purement et simplement la préoccupation politique de l'anthropologie contemporaine, c'est tout à fait évident. Mais mon point de vue, déjà explicité publiquement dans mon compte rendu de son ouvrage collectif paru dans le numéro 153 de *L'Homme* en 2000, est qu'il n'est pas honnête de croire pouvoir refonder l'anthropologie du politique loin des terrains qui ont vu naître l'anthropologie politique classique. Voilà sans doute aucun, le seul message incontournable de mon article. L'Afrique noire moderne a, peut-être plus que l'aide alimentaire, besoin d'une réflexion politique fondée sur une riche expérience et réflexion empirique des dynamiques contemporaines : la lecture d'Evans-Pritchard, de Balandier, de Terray et des autres ne suffit plus. Les choses étant ce qu'elles sont, ce besoin d'analyse politique, typiquement anthropologique, va continuer à être assuré largement pendant un certain temps par des chercheurs étrangers aux sociétés africaines. Je regrette cette situation et en ai dénoncé tous les tenants et aboutissants depuis plus de trente ans mais il faut faire avec. Mais si nous abandonnons ces terrains, qui va dire l'histoire immédiate en train de se faire : les journalistes, les universitaires radicaux afrocentrés qui ne savent pas ce qu'est une recherche empirique (voir les débats du CODESRIA et mon point de vue sur la question), les écrivains ?
- 5 Revenons aux travaux de M. Abélès. On ne peut critiquer en soi des recherches inédites, souvent passionnantes et qui renouvellent *notre perception de nos propres sociétés*. Il est évident qu'il pense France et Europe là où je pense au minimum Afrique. Mais si le passage de l'Afrique à l'Europe a confirmé la pertinence universalisable de l'anthropologie (je pense comme je l'ai également écrit quelque part aux travaux de G. Althabe *mais aussi* à ceux de M. Abélès) il convient de reconnaître qu'il est de plus en plus difficile de réfléchir sur le monde non-européen à partir de notions forgées uniquement à partir des sociétés du centre et sans véritable comparatisme avec les autres types de sociétés. Cet ethnocentrisme académique et scientifique m'est totalement insupportable. Que M. Abélès se rassure, cette conception des sciences sociales est encore plus perceptible dans la sociologie française actuelle : la modernité ou la postmodernité s'y arrête aux frontières de l'Hexagone ! La quasi-disparition de la

sociologie du développement et le silence sociologique sur le reste du monde (Europe partiellement comprise), la mondialisation, au contraire de l'intérêt manifeste de l'anthropologie y compris française pour ces domaines, est inquiétante. Certes cette disparition n'émeut guère les sociologues qui confondent une conception nécessairement internationale, historiciste et comparatiste des sciences sociales avec un soi-disant sentimentalisme protiers-mondiste¹.

- 6 Il en est de même pour d'autres thèmes soulevés par M. Abélès. L'AFA en général, et J. Copans, en particulier, ont déjà beaucoup donné en faveur d'une perspective ouverte, multipolaire, de l'anthropologie. Par exemple l'AFA a abordé à de nombreuses reprises le thème des responsabilités « citoyennes » et politiques du chercheur². Quant à moi je pense avoir manifesté mon objectivité scientifique en citant, dans les manuels d'anthropologie que j'ai été amené à rédiger ces dernières années, les travaux d'Abélès et de ses collègues.
- 7 Alors pourquoi tant d'énergie pour ramener toute l'anthropologie politique à sa propre personne et à son seul laboratoire ? Pourquoi prendre mon point de vue global, diffusé de longue (et parfois très longue) date, pour une critique uniquement personnelle ? M. Abélès me fait le reproche de ne pas connaître ses travaux (et ceux des membres de son laboratoire alors que j'ai publié et même préfacé le premier ouvrage de C. Neveu), il semble que ce soit plutôt le contraire. La réaction épidermique de M. Abélès confirme, à mes yeux le paroissialisme français dont je faisais effectivement « le procès » : si un anthropologue français ne voit pas la nécessité pour l'anthropologie française de conserver encore un lien des plus concrets avec les terrains qualifiés, trop facilement aujourd'hui d'exotiques, il se refuse à mes yeux de défendre ce qui constitue par un retournement épistémologique paradoxal, le fondement encore actuel de l'anthropologie, à savoir la reconnaissance nécessaire de l'altérité sociale et culturelle au plus loin de nos modèles de pouvoir mais aussi de savoir. L'Afrique, mais tout autant l'Asie, les Amériques et les autres régions non-occidentales du monde, ont besoin de leurs propres anthropologues qui sachent se distancier de l'occidentalocentrisme excessif des sciences sociales utilitaires et étatiques. Si les anthropologues que nous sommes abandonnent leurs premières amours, le politique toujours plus oral qu'écrit de ces parties du monde restera invisible des décrypteurs du social, y compris des intellectuels locaux. Et inversement seule la tenue d'un comparatisme véritablement mondial, empiriquement fondé, peut nous aider à poser une telle question. J'avais cru comprendre que M. Abélès, au-delà d'un A. Appadurai flou et culturaliste en son inconscient, était de plus en plus sensible à ces problématiques (voir le numéro d'*Anthropologie et Sociétés* cité à la note 4). Pour finir, je reste abasourdi par le silence de M. Abélès à propos de tous les travaux dont je me sers et que je cite et dont les auteurs ne sont pas membres de *mon* laboratoire ! C'est vraiment traiter par le mépris d'autres sources de réflexion qui justifient mon point de vue. Je me permets de signaler que l'article synthétique de J. Paley paru dans le numéro 31 de *Annual Review of Anthropology* débute sa bibliographie par la référence d'un article de M. Abélès d'il y a 15 ans !

NOTES

1. Voir le procès sociocentrique, mais aussi peu sérieux, vu le prétexte de la critique (la déploration incidente de la disparition de l'intérêt pour le développement et la mondialisation dans la sociologie française dans mon papier « La sociologie, astrologie des sciences sociales ? » paru dans le journal *Le Monde* à propos de la célèbre affaire Teissier en 2001) du sociologue B. Lahire dans sa contribution personnelle à l'ouvrage édité sous sa direction, *A quoi sert la sociologie ?*, 2002. Paris, La Découverte : 54-55.

2. Voir entre autres les numéros 26-27, 35-36, 46, 50-51, 56, etc. depuis plus de quinze ans.

AUTEUR

JEAN COPANS

Université René Descartes Paris V